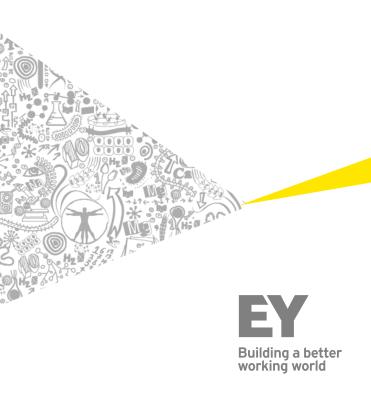
Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes

Audit financier de la Région

7 Avril 2016



Cadre d'intervention

Contexte et objectifs de la mission

- L'objectif général de la mission tel qu'il ressort de l'AE valant CCP était de procéder à:
 - Une analyse financière des trois anciennes Régions;
 - ▶ Une analyse de la situation financière de la nouvelle Région.

Méthodologie

Afin d'apporter un éclairage complémentaire à l'analyse et de mettre en perspective la structuration actuelle de la Région sur certains sujets, l'analyse rétrospective a été complétée d'un benchmark avec les autres Régions métropolitaines.

Limites de nos travaux

- Nos travaux dans le cadre de cette mission ne constituent pas un audit selon les normes professionnelles définies par le H3C, la CNCC ou l'Ordre des Experts Comptables. Ainsi, ils ne peuvent être interprétés comme constituant une certification des informations financières (y compris des informations prévisionnelles), de gestion et/ou du contrôle interne dont nous avons eu connaissance.
- Nos travaux ont été réalisés conformément au cahier des charges émis par la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes dont les principales dispositions sont mentionnées ci-dessus. Ils s'appuient sur :
 - La collecte des documents nécessaires à nos travaux, en fonction de leur disponibilité au sein de la Collectivité:
 - Des entretiens réalisés avec les interlocuteurs désignés par l'organisme, ayant permis de collecter des éléments d'information déclaratifs.
- ► Compte tenu de cette méthode et du délai de réalisation de la mission, nos travaux ne constituent pas une analyse exhaustive de la gestion de la Collectivité sur la période analysée.



Ordre du jour

Le présent document s'inscrit dans le cadre de la mission d'audit financier de la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes.

- Cet audit flash prévoit:
 - Une analyse financière rétrospective pour apprécier l'évolution des comptes des Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes et disposer d'une vision consolidée de la situation financière au 1er Janvier 2016;
 - Une prospective financière permettant notamment d'identifier des marges de manœuvre.

Le présent document vient exposer les constats sur:

- 1. L'évolution de la santé financière pour l'ensemble consolidé et pour chacune des trois Régions;
- 2. Les perspectives financières du nouvel ensemble.



1 – Synthèse des principaux constats de l'analyse financière rétrospective





SIG « consolidés des 3 Régions » : performance des ratios malgré une légère dégradation entre 2013 et 2015

Consolidé

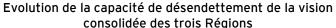
- Les soldes intermédiaires de gestion (SIG) consolidés des trois Régions présentent des ratios financiers performants, bien qu'en légère dégradation entre 2013 et 2015.
 - Les SIG consolidés des trois Régions figurent parmi les meilleurs de France.
 - ► Entre 2013 et 2015, l'épargne de gestion s'est dégradée de -17% et la capacité de désendettement passe de 2,3 ans en 2013 à 4 ans en 2015 (4,5 années prenant en compte les crédits-bails de la Région Poitou-Charentes).
 - La situation consolidée des trois Régions souligne une progression des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans un contexte de baisse des recettes, notamment des dotations de l'Etat (DGF).
 - La nouvelle Région devra prendre les mesures nécessaires pour maîtriser cette dégradation: l'effet-ciseau entre les dépenses et les recettes de fonctionnement ne pourra se poursuivre au-delà de 2 à 3 ans sans que les ratios n'atteignent des seuils critiques.
- Cette performance globale masque des hétérogénéités entre les Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, témoins de stratégies politiques, financières et budgétaires différentes.

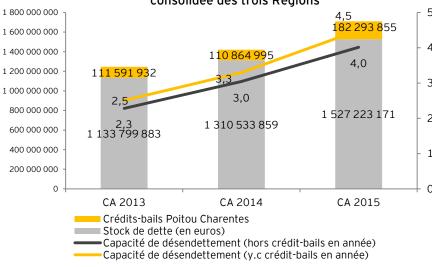


SIG « consolidés des 3 Régions » : performance des ratios malgré une légère dégradation entre 2013 et 2015

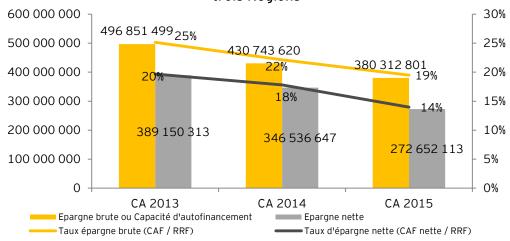
Consolidé

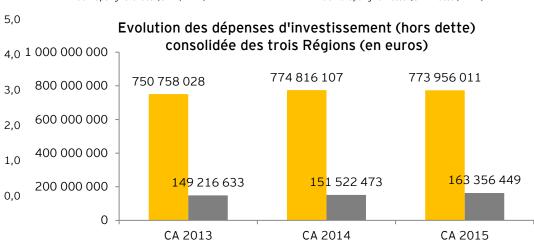
- Les graphiques ci-contre présentent les principaux ratios clés de la situation financière consolidée des trois Régions :
 - Evolution des ratios d'épargne brute et nette:
 - Evolution des recettes et dépenses d'investissement:
 - Evolution de la capacité de désendettement.





Evolution des taux d'épargne de la vision consolidée des trois Régions





■ Dépenses d'investissement hors rembt emprunt ■ Recettes d'investissement hors emprunt

NB: Les recettes et dépenses réelles de fonctionnement n'incluent pas les produits et charges financiers et exceptionnels. Les fonds FEADER ont été retraités en fonctionnement et en investissement.



Région Aquitaine : des ratios financiers performants et maîtrisés

Aquitaine

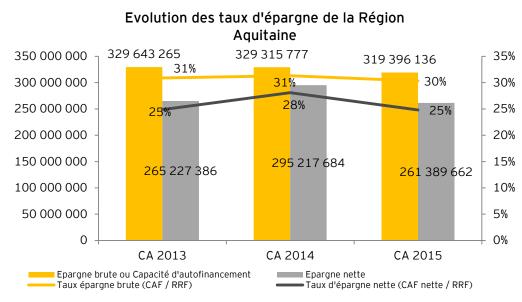
- Les ratios financiers de la Région Aquitaine sont performants. L'épargne de gestion ne s'est pas dégradée entre 2013 et 2015 et la capacité de désendettement est de 2,5 ans en 2015 :
 - La Région est parvenue à maintenir son niveau d'épargne sur la période 2013-2015, malgré la baisse de la DGF.
 - Les dépenses d'investissement ont progressé de +2% (hors emprunt et dépenses du FEADER) sur la période 2013-2015.
 - La Région Aquitaine a été en mesure de financer une partie de ses investissements par autofinancement et ainsi ne pas augmenter le recours à l'emprunt (niveau moyen de 165 M€ par an).
 - La dette s'est accrue entre 2013 et 2015, passant de 558,6 M€ en 2013 à 796 M€ en 2015, sans pour autant dégrader la capacité de désendettement.
 - La hausse des dépenses d'investissement explique l'accroissement de l'encours de la dette (100 M€ supplémentaires par an d'encours de dette), qui reste cependant à un montant raisonnable au regard de la capacité financière de la Région;
 - La capacité de désendettement de la Région Aquitaine a augmenté sur la période passant de 1,7 année en 2013 à 2,5 années 2015, mais reste en deçà de l'objectif maximum fixé par la Région (4,5 années).



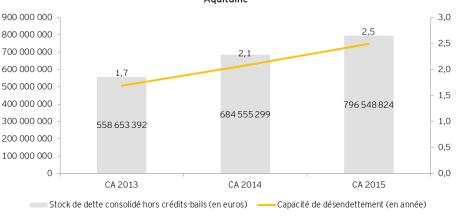
Région Aquitaine : des ratios financiers performants et maîtrisés

Aquitaine

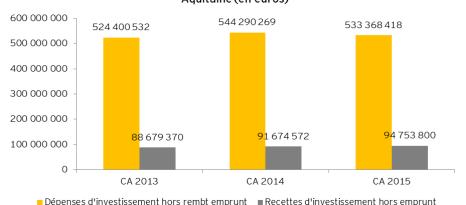
- Les graphiques ci-contre présentent les principaux ratios clés de la situation financière de la Région Aquitaine:
 - Evolution des ratios d'épargne brute et nette;
 - Evolution des recettes et dépenses d'investissement;
 - Evolution de la capacité de désendettement.



Evolution de l'endettement et de la capacité de désendettement de la Région Aquitaine



Evolution des dépenses d'investissement (hors dette) de la Région Aquitaine (en euros)



NB: Les fonds FEADER ont été retraités en fonctionnement et en investissement.



Limousin

- La solvabilité financière de la Région Limousin s'est dégradée entre 2013 et 2015, du fait de:
 - La progression des dépenses de fonctionnement dans un contexte de diminution des recettes (baisse de la DGF), créant ainsi un « effet-ciseau » en section de fonctionnement (progression plus forte des dépenses que des recettes);
 - Les niveaux d'épargne de la Région ont été fortement diminués en 2015 du fait d'une pénalité de remboursement anticipé d'emprunt: retraitée, l'épargne brute aurait été de 11% et l'épargne nette de 6% en 2015.
 - Une dynamique des dépenses d'investissement (+19% hors fonds FEADER sur la période).
 - Sous l'effet de la baisse de son autofinancement net et de l'accroissement des investissements, la Région Limousin a dû mobiliser son fonds de roulement, notamment en 2014, permettant ainsi d'amortir la baisse de sa capacité d'autofinancement net et de recourir de manière moins importante à l'emprunt.
 - La capacité de désendettement de la Région Limousin a augmenté sur la période passant de 4,1 années en 2013 à 9,2 années en 2015.
 - En 2015, une pénalité de remboursement anticipé d'emprunt a occasionné une charge financière exceptionnelle de 10,3 M€ pesant sur l'épargne brute et donc sur la capacité de désendettement. Retraitée de cette pénalité, la capacité de désendettement de la Région en 2015 s'élèverait à 6,8 années.

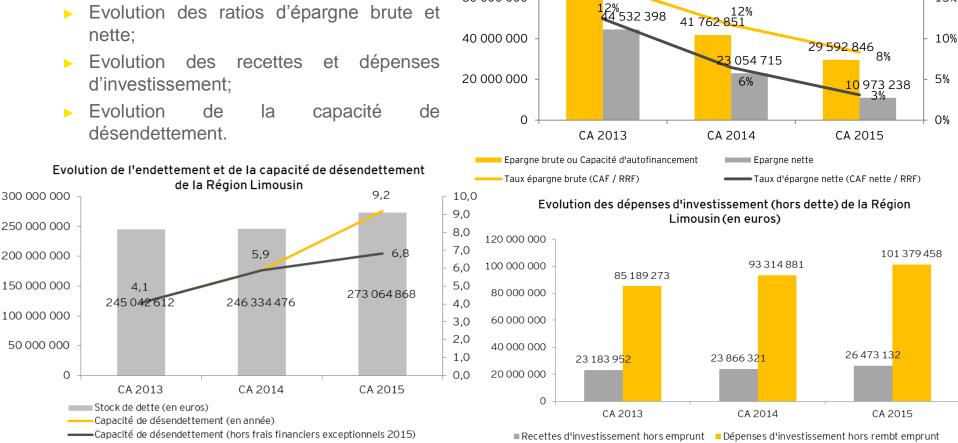
Région Limousin : une dégradation des ratios financiers depuis 2013

80 000 000

60 000 000

59 975 2**92**

- graphiques ci-contre Les présentent principaux ratios clés de la situation financière de la Région Limousin:
 - Evolution des ratios d'épargne brute et nette;



NB: Les fonds FEADER ont été retraités en fonctionnement et en investissement.



Limousin

20%

15%

Evolution des taux d'épargne de la Région

Limousin

Région Poitou-Charentes : une forte dégradation des ratios financiers

Poitou-Charentes

- La situation financière de la Région Poitou-Charentes s'est dégradée entre 2013 et 2015 dans des proportions plus forte que les Régions Aquitaine et Limousin:
 - ► Cette dégradation provient de la forte baisse de l'épargne brute (-71%, entre 2013 et 2015), du fait d'un « effet-ciseau » entre les dépenses et recettes de fonctionnement.
 - ► En 2015, le taux d'épargne net est quasi nul et la capacité de désendettement atteint 14,6 années, chiffre dépassant les seuils d'alerte communément utilisés en analyse financière des collectivités locales. Elle n'était que de 3,1 an en 2013.
 - Plusieurs spécificités de la Région Poitou Charentes doivent être prises en compte pour apprécier la situation financière et son évolution récente:
 - La Région Poitou-Charentes est la seule en France, en dehors de la Corse, à ne pas avoir voté de majoration de tarif de TICPE. Des recettes supplémentaires sont possibles en cas d'augmentation de la taxe et d'alignement sur les autres régions françaises (environ 23 M€ par an);
 - Les recettes de 2015 intègrent 9,7 M€ de reprises de provisions, recettes non pérennes et liées à des dotations aux provisions comptabilisées les exercices précédents: sans comptabilisation de ces reprises, la Région aurait pu conduire à une hausse de la capacité de désendettement;
 - La Région a contracté deux crédits-bails pour financer du matériel roulant. Les règles comptables et budgétaires des collectivités locales n'imposent pas d'intégrer les engagements pluri annuels de ces crédits-bails à l'encours de dette. Toutefois, les prêteurs ou agences de notation tiennent compte de l'ensemble de ces engagements: intégrés à la dette, ils porteraient la capacité de désendettement à 4,1 ans en 2013 et 20,4 ans en 2015.

Région Poitou-Charentes : une forte dégradation des ratios financiers

Poitou-Charentes

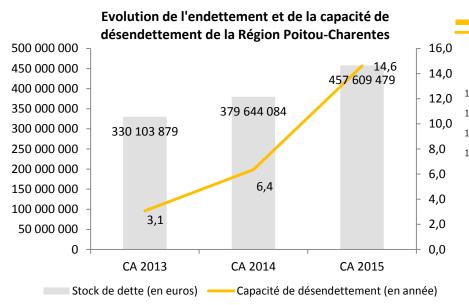
- Les informations transmises par les services de la Région Poitou-Charentes et non vérifiées dans le cadre de notre intervention font état d'un déficit important en fonctionnement et investissement. Ce déficit est en cours de vérification par la Chambre Régionale des Comptes et devra être pris en compte dans l'analyse de la situation financière au 31.12.2015. Plus précisément, les documents font état:
 - D'une sous-budgétisation de certains postes ne permettant pas de couvrir les besoins réels en exercice courant, malgré des décisions modificatives au cours de l'exercice;
 - Des retards de paiement et de rattachement de certaines dépenses;
 - Des résultats positifs au compte administratif sur certains périmètres alors que l'ensemble des engagements n'a pas été honoré.
 - A titre d'illustration selon des documents transmis par les services de la Région Poitou-Charentes: la Direction de la Formation de l'Apprentissage et de l'Enseignement supérieur (DFAES) constaterait un stock de paiements bloqués courant 2015 de 42,9 M€ bien que 20 M€ de CP seraient restés inutilisés sur le budget 2015 de la DFAES.

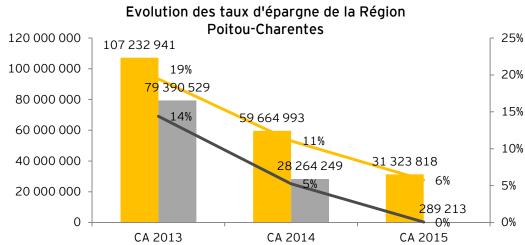


Région Poitou-Charentes : une forte dégradation des ratios financiers

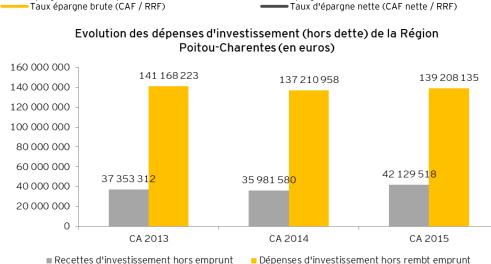
Poitou-Charentes

- Les graphiques ci-contre présentent les principaux ratios clés de la situation financière de la Région Poitou-Charentes:
 - Evolution des ratios d'épargne brute et nette;
 - Evolution des recettes et dépenses d'investissement;
 - Evolution de la capacité de désendettement.





Epargne brute ou Capacité d'autofinancement



Epargne nette

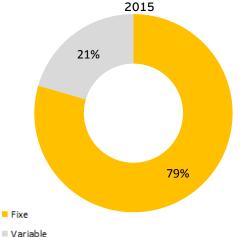
EY

^{*}En intégrant les crédits-bails à la dette, la capacité de désendettement serait de 20,4 ans en 2015.

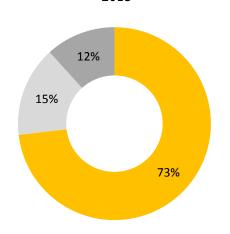
Vision consolidée des 3 Régions : répartition de l'encours de dette

- Les dettes des Régions Aquitaine et Limousin sont majoritairement à taux fixe (respectivement 79% et 73%), alors que la dette de la Région Poitou-Charentes est majoritairement à taux variable.
 - La Région Poitou-Charentes présente un montant total d'emprunts structurés à hauteur de 198,5 M€, au sens de la classification dite « Gissler ».
 - Parmi ces emprunts, figurent 46,8 M€ d'emprunts classés dans l'échelle Gissler « hors charte » (6F) regroupant les produits déconseillés par la Charte et que les établissements signataires se sont engagés à ne plus commercialiser.

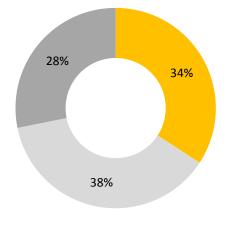
Répartition de l'encours de dette par catégorie de taux de la Région Aquitaine au 31 Décembre



Répartition de l'encours de dette par catégorie de taux de la Région Limousin au 31 Décembre 2015



Répartition de l'encours de dette par catégorie de taux de la Région Poitou-Charentes au 31 Décembre 2015

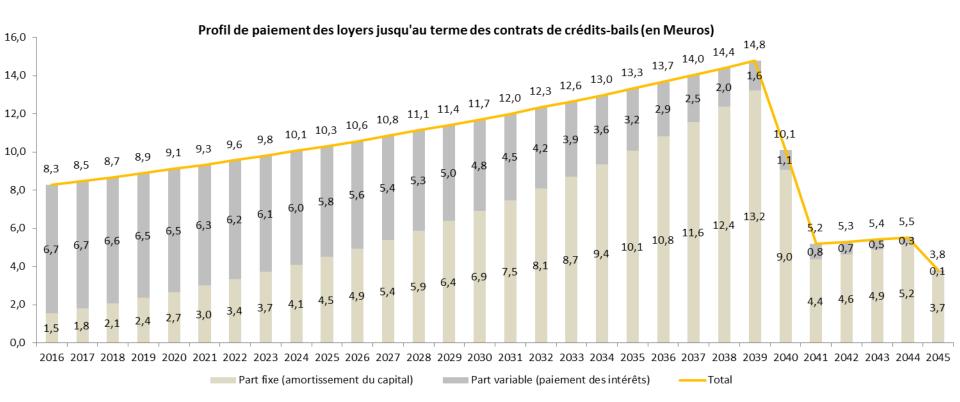


Source: annexes au CA2015.

■ Complexe

Synthèse des engagements financiers au titre des contrats de crédits-bails

- Les engagements au titre des crédits-bails représentent pour le nouvel ensemble, près de 303 M€ de loyers entre 2016 et 2045.
 - Sur cette période, la Région paiera 182 M€ au titre de l'amortissement du capital et 121 M€ au titre des frais financiers, comme présenté dans le graphique ci-dessous:



Source : annexes aux contrats de crédits-bails

Synthèse des principaux constats de l'analyse des engagements financiers des trois Régions

- L'analyse des engagements hors bilan des trois Régions révèle :
 - De faibles engagements hors bilan pour la Région Aquitaine :
 - Selon Standard & Poor's, les risques associés aux satellites de la Région sont limités, au regard de la santé financières des établissements;
 - La dette garantie par la Région représente environ de 2% des recettes de fonctionnement en fin d'année 2015.
 - Des engagements limités pour Limousin:
 - Aucun engagement au titre de contrats de partenariats public-privé ou de crédits-bails;
 - Standard & Poor's évalue la dette garantie par la région autour de 0,5% des recettes de fonctionnement ce qui est très faible et confirmé par l'analyse menée;
 - Enfin les principaux satellites de la Région représentent une surface financière et notamment une dette limitées.
 - Des engagements hors bilan de la Région Poitou-Charentes plus importants en raison des crédits-bails et des garanties d'emprunt octroyées :
 - La dette garantie de la Région Poitou-Charentes est de 94M€, 22M€ pour la Région Aquitaine et 4 M€ pour la Région Limousin. A ce jour aucun appel en garantie n'a été demandé.



2 – Perspectives financières de la Région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes



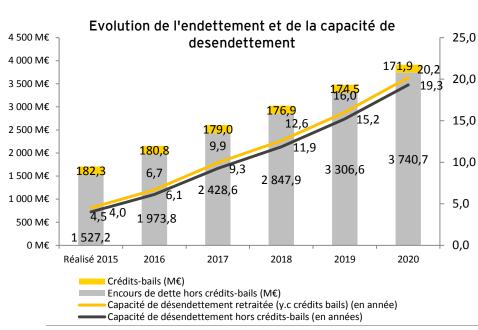


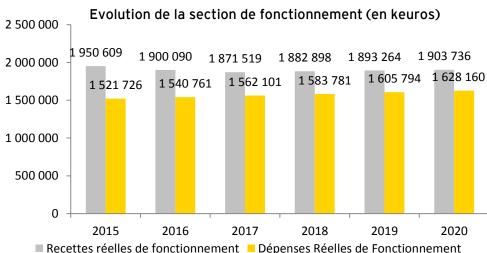
Un contexte régional contraint nécessitant des économies de gestion

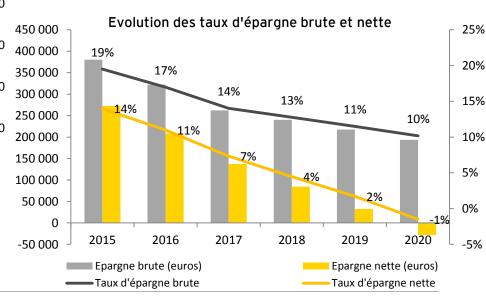
- Afin de construire l'analyse financière prospective au fil de l'eau à horizon 2020, des travaux ont été menés sur la base d'un CA 2015 prévisionnel consolidé des trois Régions:
 - Ces éléments ont servi de base à la construction d'un scénario au fil de l'eau reprenant:
 - Les hypothèses d'évolution des postes de dépenses sur la base d'une évolution rétrospective moyenne;
 - La diminution de la DGF de -40 M€ en 2016 et 2017;
 - Le profil d'extinction de la dette existante consolidé des trois Régions et le crédit-bail de la Région Poitou-Charentes;
 - Les éléments de Programmation Pluriannuelle des Investissements transmis par les trois Régions.
- Les projections financières au fil de l'eau mettent en évidence une dégradation de la solvabilité financière de la Région engendrée par un effet ciseau entre recettes et dépenses sur la section de fonctionnement:
 - Une augmentation des dépenses de fonctionnement de +1,4% par an de croissance annuelle moyenne entre 2015 et 2020;
 - Une diminution des recettes de -0,5% par an de croissance annuelle moyenne entre 2015 et 2020.

Un scénario au fil de l'eau nécessitant des économies de gestion

- Dans le scénario au fil de l'eau, l'épargne nette devient négative en 2020 compte tenu de l'effet ciseau en section de fonctionnement 2 000 000 et de l'augmentation du poids du service de la dette et la capacité de désendettement 1 500 000 dépasserait le seuil d'alerte (8 ans) dès 2017.
- Deux scénarii alternatifs sont ainsi testés suivant les indications de la Région afin de mesurer les efforts nécessaires pour préserver les équilibres financiers du nouvel ensemble.







Présentation des efforts de gestion à mener afin de maintenir la solvabilité financière de la Région

Dans ce cadre, deux scénarii alternatifs ont été testés suivant les indications de la Région à partir des hypothèses du scénario au fil de l'eau, dont les objectifs et variables d'ajustement sont présentés ci-dessous:

Objectifs

Capacité de désendettement inférieure à 7 ans

Capacité de désendettement inférieure à 7 ans



Variables d'ajustement

Économies de gestion et réduction des dépenses d'investissement



Économies à trouver par rapport au scénario au fil de l'eau à hauteur de :

83,9 M€ en 2017

42,9 M€ en 2018

53,7 M€ en 2019

44,9 M€ en 2020



Économies de gestion et réduction des dépenses d'investissement Levier fiscal sur la TCIV et TICPE



Économies à trouver par rapport au scénario au fil de l'eau à hauteur de :

31,7 M€ en 2017

43,2 M€ en 2018

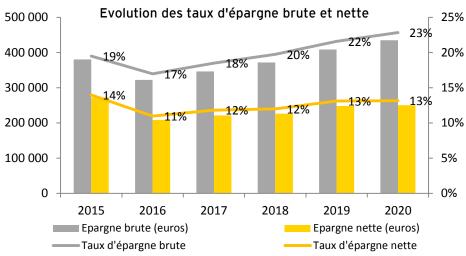
53,8 M€ en 2019

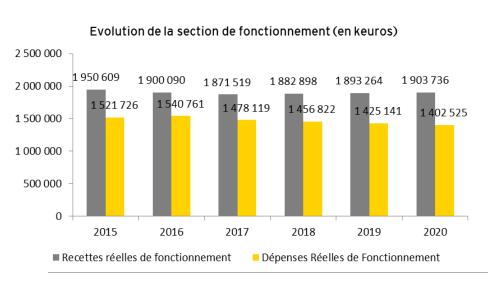
45,1 M€ en 2020

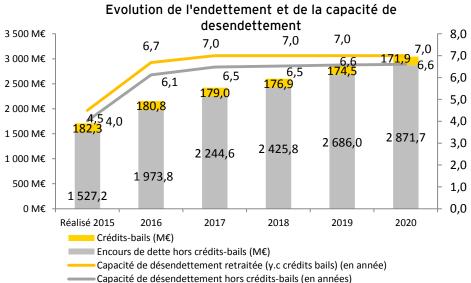
NB : En 2016 la capacité de désendettement dans les deux scénarios est inférieure à 7 années, aucune économie de gestion n'est donc proposée.

Résultats des simulations du scénario alternatif 1

- Dans le scénario alternatif 1, les résultats montrent une amélioration de la solvabilité financière de la Région:
 - L'épargne nette est positive sur la période, sous l'effet d'une forte réduction des dépenses de fonctionnement;
 - La progression de l'endettement est plus limitée que dans le scénario au fil de l'eau (+2,2 Mds€ et 1,3 Mds€ dans le scénario alternatif 1);
 - Entre 2016 et 2020, les économies de gestion par rapport au fil de l'eau représentent 225,6 M€.

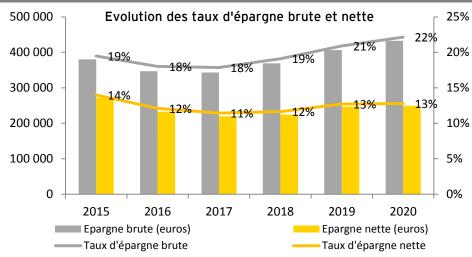


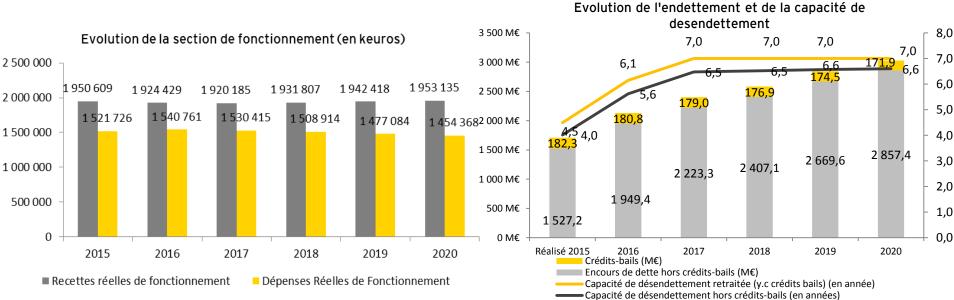




Résultats des simulations du scénario alternatif 2

- Ce second scénario alternatif prévoit la mobilisation du levier fiscal au travers de la TCIV et la TICPE permettant ainsi de limiter les efforts de gestion au cours de la période 2017-2020:
 - +3,5 M€ de TCIV en 2016 et +7 M€ à compter de 2017;
 - + 23,5 M€ de TICPE en 2016 et +47 M€ à compter de 2017.
- Entre 2016 et 2020, les économies de gestion par rapport au fil de l'eau représentent 173,8 M€.







Vos questions

